

12/2024

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2024

mercredi 1er janvier 2025, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2024**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er janvier 2025.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Avec nos meilleurs vœux pour 2025, découvrez la synthèse de l'actualité internationale de décembre 2024 : Une Allemagne dans une crise multiforme ; Une Union européenne face à ses contradictions ; En Géorgie, la crise institutionnelle menace ; La Syrie post Al-Assad ; Turquie, un néo-ottomanisme ? etc.

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire préparent un concours ou un entretien de recrutement. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte X de veille géopolitique @diploweb](#). Ce compte de veille géopolitique compte de nombreux followers dont de nombreuses pointures du domaine dans de nombreux pays. Vous serez en bonne compagnie. Et c'est plus important que jamais d'être bien entouré.

Le sort des urnes

[En Roumanie](#), l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle ne remet pas de l'ordre dans la situation politique confuse du pays. Le candidat conservateur et volontiers critique vis-à-vis de l'Union européenne et la présence des forces de [l'OTAN](#) sur son sol, Clain Georgescu, porté par [une opération d'influence étrangère pilotée depuis Moscou](#), est arrivé en tête du premier tour de ces élections. Aux élections législatives, le parti social-démocrate du SPD pro-UE, est arrivé en tête recueillant un peu plus de 22% des suffrages exprimés. Ils dirigeaient le gouvernement sortant grâce à une alliance avec les Libéraux, mais la constitution d'un nouveau gouvernement pro-Union européenne est délicate. D'un autre côté, les souverainistes divisés entre plusieurs partis, ont peu de points en communs - si ce n'est la volonté de voir la fin de la guerre dans l'Ukraine voisine - et donc leur arrivée au pouvoir n'est pas évidente. Cette polarisation doublée d'une division politique existe dans d'autres pays européens.

Une Allemagne dans une crise multiforme...

La situation économique outre-Rhin continue à se dégrader en décembre 2024. Volkswagen principal constructeur automobile du continent européen annonce la suppression de 35 000 postes d'ici 2030 en Allemagne, fermant trois sites industriels : Osnabrück, Dresde et Zwickau. Le géant de la chimie allemande, BASF, annonce la suppression de plus de 3 000 postes dans le monde, et une réduction de 700 postes sur son site historique de Ludwigshafen.

A cette crise économique répond une crise politique. La coalition forgée par le chancelier Olaf Scholz vole en éclat après la démission des ministres libéraux. Le chancelier a perdu la confiance des députés. Le parlement est dissous, des élections législatives anticipées devraient se tenir en février 2025.



Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

... Une Union européenne face à ses contradictions

La faiblesse allemande et la crise politique française peuvent-elles profiter à [l'Union européenne](#) ? Ursula von der Leyen a signé en décembre 2024, au nom de l'Union, un accord de libre-échange avec le MERCOSUR. Un accord qui relève de logiques de la guerre économique entre ces deux pôles mais aussi en leur sein à l'échelle régionale car cet accord favorisera l'agriculture brésilienne au détriment de l'agriculture argentine, et la mobilisation paysanne en France laisse comprendre que les rapports de force ne sont pas en sa faveur. Emily O'Reilly, responsable de l'organisme de surveillance de la responsabilité et de la transparence de l'UE, dénonce l'opacité des prises de décisions de la Commission européenne.

Après avoir décidé d'arrêter d'acheter du [gaz russe](#) suite à son agression de l'Ukraine, les Européens se sont tournés vers le Qatar. Le ministre qatari de l'énergie déclare en décembre 2024 dans le *Financial Times* que son pays cessera de vendre du gaz aux Européens si la nouvelle directive de l'UE obligeant les grandes sociétés gazières à mieux respecter les droits humains et environnementaux lui vaut une amende. Un chantage bien délicat...

Crise en Corée du Sud

En Corée du Sud, le président Yoon Suk-yeol tente en décembre 2024 d'instaurer une loi martiale, suspendant ainsi les libertés démocratiques et la liberté d'expression de la presse, mais le Parlement s'y est opposé comme de nombreux citoyens sud-coréens sortis pour manifester leur colère face à cette décision. La situation est tendue au « pays du matin calme ». Séoul a pris publiquement position en faveur de l'Ukraine agressée par la Russie quant la Corée du Nord envoie des soldats pour épauler Moscou. En outre, les scandales de corruption sont nombreux en Corée du Sud, et certains personnages politiques de premier plan sont en prison, comme l'ancienne présidente Park Geun-hye, ou mis en accusation.

Le Parlement a voté la destitution du président qui a perdu le pouvoir. Le Premier ministre Han Duck-soo assume la transition.

Plus

[Tous les podcasts géopolitiques de l'émission Planisphère animée par Pierre Verluise, en un clic. Et avec en bonus une synthèse rédigée, c'est possible ? Oui, ici.](#)

En Géorgie, la crise institutionnelle menace

Le Premier ministre membre du parti « Rêve géorgien », Irakli Kobakhidzé, annonce le gel du processus d'adhésion du pays à l'Union européenne. Suite aux élections législatives d'octobre 2024 qui a vu la victoire du « Rêve Géorgien », un collège électoral s'est réuni pour désigner le président de la Géorgie. Mikhail Kavelachvili, ancien footballeur, issu de la majorité est élu. Il est en réalité dans la main d'un oligarque géorgien pro-russe. La présidente sortante, Salomé Zourabichvili, conteste la légitimité des élections des nouvelles têtes de l'exécutif. Des manifestations quotidiennes, dans la capitale Tbilissi, s'opposent au nouveau pouvoir trop proche de Moscou. Cette situation n'est pas sans rappeler les « révolutions de couleur » (2003-2004).

La Syrie post Al-Assad

En [Syrie](#), les [djihadistes](#) sont repassés à l'offensive en décembre 2024. Ils mènent une vaste action armée contre Alep, la deuxième ville du pays. Cette attaque en rappelle une autre, celle des islamistes du Hamas qui, le 7 octobre 2023, ont lancé un vaste assaut autour de la bande de Gaza. Les points communs existent, un conflit délaissé par les médias : qui savait que les combats continuaient sur le sol syrien ? Les parrains régionaux existent : Iran, Turquie, pétromonarchies. Les parrains internationaux sont bien présents : Etats-Unis et Russie. Avec cette offensive, très exposée médiatiquement, les islamistes développent une stratégie de conquête des territoires, des hommes, du pouvoir, et des esprits : le « [sharp power](#) ».

Les djihadistes, composés d'une nébuleuse de milices armées, attaquent au moment où les soutiens du régime de [Bachar Al-Assad](#), sauvé par l'intervention du pouvoir iranien et surtout russe lors de la guerre civile née des « révoltes arabes », sont affaiblis. Moscou jette l'essentiel de ses forces dans la guerre en Ukraine, Téhéran est affaibli par un exécutif renouvelé récemment, des frappes israéliennes menées sur son territoire et un Hezbollah qui a perdu une bonne partie de ses forces face à Tsahal. [Cette attaque se déroule avant un hypothétique processus de paix tant au Proche-Orient qu'en Ukraine patronné par les Etats-Unis de Donald Trump](#). Hayat Tahrir al-Cham (HTC ou HTS) prend le pouvoir à Damas. Fabrice Balanche, spécialiste de la région, estime que l'on peut nourrir des inquiétudes pour les Chrétiens

d'Orient, les femmes et les Kurdes, détestés par le parrain turc qui étend désormais son influence en Syrie. Les millions de réfugiés syriens qui ont fui la dictature de Bachar el-Assad vont-ils regagner la Syrie ?

Un néo-ottomanisme ?

[La Turquie du président Erdogan](#) opère une révolution : après plusieurs décennies de relative discrétion de l'ancien empire ottoman, une projection sur la région qu'il a dominé plusieurs siècles. Cette nouvelle attitude turque date des « révoltes arabes », et a commencé par la Tunisie qui en a été l'épicentre. Le président turc présente son régime islamo-conservateur comme un modèle pour toute la région. La Turquie est partie prenante dans la guerre civile en Libye (2011 -). Elle soutient la guerre menée par Bakou contre l'Arménie, lui fournissant armes et hommes, des djihadistes. Son attitude des plus ambivalente vis-à-vis de Daesh a inquiété les Occidentaux engagés dans l'opération Chammal. Depuis quelques années, [la Turquie](#) s'est installée, au mépris de toutes les règles internationales, sur une bande de territoire d'une trentaine de kilomètres au Nord de la Syrie, au contact avec les Kurdes.

La politique turque est remarquable, alors qu'elle est peu commentée. Elle occupe une partie du nord du territoire syrien, sans que cela n'émeuve réellement la « communauté internationale ». Soutenant une galaxie d'islamistes radicaux, pour certains réunis dans un émirat ancré dans la région d'Idlib, et n'ayant pas réussi à convaincre Bachar el-Assad de reprendre les millions de Syriens réfugiés sur le sol turc, le président Erdogan passe à l'action. Il soutient l'opération militaire déclenchée le 27 novembre 2024. Le Qatar réunit le 7 décembre 2024 l'Iran, la Russie et la Turquie, le sort du dictateur syrien y a été arbitré. Le président turc frériste a installé à Damas un affidé, faisant reculer l'influence iranienne et russe au profit de la sienne.

A l'Est, du nouveau ?

[Les combats continuent en Ukraine](#), alors que [cette guerre](#) pourrait, sous réserve, trouver une « issue » en 2025. Reste à savoir laquelle et avec quelles garanties non seulement pour l'Ukraine mais encore pour les pays de l'Union européenne qui pourraient être concernés par « le coup d'après ». Les deux belligérants s'épuisent. Des soldats nord-coréens sont arrivés pour aider les troupes russes. En Ukraine, les autorités annoncent vouloir abaisser l'âge de la conscription de 25 à 18 ans. Celle-ci est de moins en moins populaire car la corruption permet aux Ukrainiens qui en ont les moyens de s'en exonérer.

Kiev annonce avoir réussi à assassiner en décembre 2024 Igor Kirilov, un dignitaire russe, dans la région de Moscou grâce à une importante charge explosive emportée sur une trottinette. Les services de sécurité russes ont ainsi été pris en défaut.

Un avion Azerbaïdjan Airlines s'est écrasé en décembre 2024 au Kazakhstan provoquant la mort de plusieurs dizaines de personnes. Le président russe reconnaît l'existence de tirs de la défense aérienne russe dans la région de Grozny soumis à des attaques de drones ukrainiens.

Un long calvaire des Afghanes

Le régime des taliban [1], qui prend le pouvoir à Kaboul le 15 août 2021, n'en finit plus d'aggraver les conditions de vie des femmes. Elles ne peuvent plus travailler, une situation particulièrement difficile pour les nombreuses veuves. Elles n'ont plus le droit d'écouter de la musique, ni de chanter. Elles ne peuvent plus mener des études, y compris médicales. Or aucun médecin homme ne peut soigner [les femmes en Afghanistan](#). Les femmes ne peuvent sortir qu'entièrement voilées, les burquas sont de vraies prisons de toile. Elles sont chassées au fur et à mesure de l'espace public. Une nouvelle décision oblige les prochaines constructions à n'avoir pas de fenêtre permettant de voir travailler les femmes en cuisine ou occupées à tirer de l'eau des puits. Les Afghanes sont progressivement invisibilisées. L'effet boomerang des initiatives portées par les Occidentaux durant deux décennies est effrayant.



Afghanistan, Jalalabad, province de Nangarhar, 12 février 2024

Muska, 14 ans, est récemment rentrée du Pakistan et rêve de poursuivre ses études, permises là-bas et limitées en Afghanistan. "Je préférerais vivre au Pakistan, où je pourrais au moins m'éduquer". Récemment, ses parents ont accepté de la marier au fils de leur propriétaire, en échange d'un puit et de panneaux solaires. © Kiana Hayeri pour la Fondation Carmignac

Kiana Hayeri / Fondation Carmignac

Des formes de résistances existent, des écoles clandestines, des cours de poteries... mais beaucoup rêvent d'un avenir ailleurs qu'en Afghanistan.

La future arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche

fait déjà bouger les lignes internationales

Donald Trump a déjà annoncé en décembre 2024 qu'il n'envisageait pas intervenir sur le théâtre syrien. Il a aussi affirmé vouloir mettre très rapidement fin - en 24 heures - à la guerre en Ukraine, en cessant [le soutien apporté aux Ukrainiens par l'administration J. Biden](#). Les tractations ont déjà commencé. Les deux belligérants sont épuisés par une guerre de haute intensité qui dure depuis presque trois années, néanmoins la violence continue sur le terrain, les morts ne cessent de s'accumuler, sans oublier les blessés.

Donald Trump ne défend pas [le multilatéralisme](#). Les Européens s'en inquiètent à plusieurs titres. Au niveau militaire, les Européens craignent un désengagement partiel des Etats-Unis de l'OTAN, alors que la guerre en Ukraine leur a très douloureusement fait comprendre leur vulnérabilité consécutive de décennies de démilitarisation sous prétexte de « toucher les dividendes de la paix ». Il leur faut faire un nouvel effort budgétaire, qui se fera probablement au profit de l'industrie d'armement étatsunienne qui vendra moins sur le marché ukrainien. Ils craignent aussi une guerre commerciale menée par Washington qui nuirait à une Union européenne qui est avant tout une entité commerciale. Christine Lagarde, à la tête de la Banque centrale européenne - BCE - recommande aux Européens d'acheter encore plus d'armes et de gaz de schistes américains, effort qu'ils ont intensifié sous l'administration Biden, preuve que la guerre économique n'est pas liée à l'administration Trump.

Les Canadiens, qui traversent une crise politique, redoutent une augmentation des tarifs douaniers au sein de l'association AEUMC - ALENA rénovée lors du mandat de Donald Trump - ce qui fragilise davantage la position du Premier ministre Justin Trudeau.

Les Latino-Américains s'attendent à un durcissement de la politique migratoire, ce que Joe Biden a déjà commencé à la fin de son mandat. Des caravanes de migrants se pressent pour atteindre la frontière avec les Etats-Unis avant la prise de pouvoir de Donald Trump.

La Chine continue à mettre [une forte pression sur Taiwan](#) avant l'entrée en fonction du nouveau président.

Une France affaiblie

La France est affaiblie au niveau économique par une dette publique dépassant les 3 228 milliards d'euros - 112% du PIB - et un déficit 2024 de plus de 6% du PIB. Cette situation est catastrophique car elle condamne désormais la France à emprunter sur les marchés financiers à des taux plus élevés que ne le fait la Grèce. A cette impasse économique répond une impasse politique liée à la dissolution en juin 2024 qui conduit à une Assemblée sans majorité, une France ingouvernable comme le montre la chute du gouvernement Barnier. La France est à l'arrêt depuis le mois de juin 2024, les chefs d'entreprises ont fortement ralenti leurs investissements, les faillites se multiplient, comme les licenciements (Auchan...), le chômage est reparti à la hausse dans un pays qui est quasiment en récession. La France ne sait pas se réformer, chacun que le sait, mais sait-elle encore se gouverner ?

A ces crises économiques et politiques répond une crise géopolitique qui n'est pas moins grave.

A Mayotte, le cyclone Chido, dont l'œil est passé en décembre 2024 sur la partie septentrionale de l'île, a causé des dégâts considérables. Il aurait causé la mort de plusieurs dizaines de Mahorais, mais le bilan humain est difficile à cerner en raison de la présence d'un nombre considérable d'immigrés clandestins vivant sur l'île. Le président de la République, E. Macron, y a fait un déplacement pour assurer la population mahoraise de la solidarité de la France. Quelques jours plus tard, le nouveau Premier ministre, François Bayrou, s'est également déplacé à Mayotte. Il s'agit de rétablir l'eau et l'électricité, d'apporter de la nourriture et les produits de première nécessité et d'assurer la sécurité pour éviter les pillages et de possibles épidémies. Il faudra ensuite reconstruire, la tâche sera ardue car elle sera l'occasion de ne pas rebâtir les bidonvilles, ce qui posera l'inévitable question du devenir des populations arrivant illégalement sur l'île. Longtemps la métropole a pu mettre la tête sous le sable au sujet des difficultés de Mayotte, les dégâts du cyclone ont invité le 101^e département français dans l'actualité métropolitaine, reste à savoir pour combien de temps et avec quels résultats.

L'Argentine, un an après...

Il y a un an, Javier Milei était élu à la présidence de son pays, sur un programme iconoclaste, illustré par une tronçonneuse exhibée lors de ses apparitions publiques. L'Argentine est un pays quasiment failli, saigné par ses dirigeants, que ses élites contribuent à affaiblir en investissant ailleurs que dans leur pays. Le nouveau président a soumis son pays à une cure ultra-libérale. Après avoir voulu dollariser l'économie, il a finalement préféré dévaluer le peso de 50% et mène une vigoureuse politique de lutte contre une inflation culminant à 25% en décembre 2023 et divisé par près de dix actuellement. Il coupe de façon drastique dans les dépenses publiques (moins 30%), sociales, il diminue le nombre des fonctionnaires de 33 000 postes. Cette politique d'austérité pour éviter la faillite du pays, a pour corollaire la très forte augmentation de la pauvreté, qui concerne près de 53% des Argentins.

A ce prix, les déficits sont réduits, l'inflation maîtrisée et l'Argentine renoue avec un excédent budgétaire inconnu depuis une dizaine d'années et une décrue du chômage. Cette politique rétablit la confiance chez les élites qui rapatrient des millions de dollars placés à l'étranger. Le président Milei annonce le retour de la croissance pour 2025, et plus de la moitié des Argentins lui accorde leur confiance.

Disparitions

Le 39^{ème} président des Etats-Unis, Jimmy Carter, est mort à plus de cent ans. Ce démocrate, ancien planteur en Géorgie, est parvenu au pouvoir dans le contexte d'une crise politique majeure : la démission du président Richard Nixon suite à l'affaire du Watergate. Il est élu pour sa probité et exerce un unique mandat entre 1977 et 1981 dans un contexte international très délicat : Révolution islamique en Iran, prise en otage des membres de l'ambassade américaine de Téhéran, choc pétrolier, invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Sa plus belle réussite est probablement la signature des accords de camp David en 1978 entre l'Égypte et Israël qui rend à son voisin le Sinaï et donc le contrôle du canal de Suez en échange d'un accord de paix entre les deux pays qui établissent des relations diplomatiques. Il est aussi à l'origine de la signature des traités Torrijos-Carter en 1977 qui rétrocèdent en 1999 le canal aux autorités panaméennes. Son mandat ne convainc pas les Américains dont la situation socio-économique s'est dégradée, l'échec de la libération des otages américains lui est

préjudiciable : il perd les élections de 1980 face à Ronald Reagan. Il fonde, à Atlanta, en 1982 le Centre Carter qui œuvre à la paix dans le monde. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 2002.

Manmohan Singh, ancien Premier ministre indien et membre du Parti du Congrès, est mort à 92 ans. Il a occupé cette fonction entre 2004 et 2014 après avoir dirigé la Banque centrale indienne et aidé son pays à faire face à une quasi-faillite dans les années 1990. C'est sous sa férule que l'Inde devient un grand émergent, appartenant aux BRIC's et un partenaire des Etats-Unis. Sa politique libérale a permis une forte croissance mais aggrave les inégalités. Ce Premier ministre, dont tous les partenaires politiques reconnaissent la probité et la sagesse, a essayé en vain d'établir un processus de paix avec le frère ennemi pakistanais. Il est, à ce jour, le seul indien de confession sikhe à être parvenu à la fonction de premier ministre, la presse de son pays lui rend hommage, le qualifiant de « gentleman politicien ».

Bonnes nouvelles

La réouverture de la cathédrale Notre Dame de Paris a eu lieu après cinq années de travaux. Au-delà d'une réouverture, il s'agit d'une résurrection rendue possible par un effort hors norme coordonné par le général Georgelin, décédé avant le terme du chantier, et la générosité de très nombreux donateurs.

Une équipe d'archéologues venus de l'Université de Strasbourg en partenariat avec l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) a découvert un sarcophage à Louxor. Il date du Moyen-Empire, entre la fin du XXIème siècle et celle du XVIIIème siècle avant J-C. Cette découverte fait suite à la campagne de fouille menée en 2018 et 2019. L'Egypte pharaonique nous livre encore de ses secrets.

Le Gabon lève un couvre-feu établi en août 2023 lors du putsch qui a renversé Ali Bongo.

Copyright 31 décembre 2024-Degans/Diploweb.com

Plus

Voir les synthèses d'[octobre 2023](#), [novembre 2023](#), [décembre 2023](#), [janvier 2024](#), [février 2024](#), [mars 2024](#), [avril 2024](#), [mai 2024](#), [juin 2024](#), [juillet-août 2024](#), [septembre 2024](#), [octobre 2024](#), [novembre 2024](#)

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

Notes

[1] NDLR : Taliban : cette appellation est le pluriel de « taleb » (instruit, dans le sens coranique) et ne prend donc jamais de « s ».